

# Plaidoyer pour un système vraiment méritocratique

■ Le Pacte veut une sélection des élèves sur la base du mérite, pas des origines sociales.

## Les objectifs du Pacte (5/5)

C'est un de ses très grands problèmes. L'enseignement francophone ne parvient pas à gommer les inégalités sociales. Le fossé entre les riches et les pauvres, il y participe sans pouvoir le combler. Les villes belges ne comptent plus leurs écoles "ghettos", où les élèves issus de différents groupes sociaux grandissent séparément, sans parfois jamais se croiser. Ce constat pourrait être moins amer si le niveau moyen de l'enseignement était appréciable. Mais là non plus ce n'est pas le cas.

Ce double défi de l'égalité et de l'efficacité, le Pacte pour un enseignement d'excellence le considère comme intrinsèquement lié, et a donc tenté d'y répondre dans une même réflexion.

### Repenser le financement

Pour y répondre, outre des réformes structurelles (dont le tronc commun), trois clés ont été mises en avant.

Il s'agira avant tout d'adopter un "indice socio-économique" bien plus précis, individualisé même. Cet indice permet de mesurer l'origine socio-économique d'un élève. Il permet donc également de voir avec justesse à quel public s'adresse

une école. Comme les élèves économiquement défavorisés sont les plus vulnérables face à l'échec, les moyens budgétaires pourront être mieux répartis entre les écoles, afin de leur offrir

l'encadrement adéquat.

Il y aura donc, et c'est la deuxième réforme, une révision de l'allocation des financements. Mais ce point, sensible, demande encore à être précisé.

La dernière réforme s'attachera à favoriser la mixité sociale dans les écoles. En responsabilisant les acteurs d'une part, en évaluant le décret Inscription d'autre part. Mais là aussi des études sont attendues avant toute décision.

Ce chantier de l'égalité, s'il n'est donc pas abouti, a clairement influencé l'ensemble du Pacte.

De leur côté, Frédéric Delcor, l'un des deux coprésidents du groupe central du Pacte, et Mathias El Berhoumi, président du groupe de travail chargé de réduire les inégalités, se battent jusqu'au bout. En rien la mixité sociale ne tirerait le niveau de l'enseignement vers le bas, insistent-ils. Au contraire, bien pensée, elle favoriserait une logique "d'émulation". "Et puis il faut bien comprendre que nous souhaitons en quelque sorte un système plus méritocratique, précise Mathias El Berhoumi. Aujourd'hui, l'école sélectionne les meilleurs non pas en fonction de leurs mérites, mais de leurs origines sociales. Éthiquement c'est injustifiable."

BdO

**Pour favoriser la mixité sociale, le Pacte entend notamment réévaluer le décret inscription.**

## "La mixité sociale ne servira pas à grand-chose si on n'améliore pas la formation des enseignants"

Secrétaire générale du CGÉ, le mouvement Changement pour l'égalité, Fred Mawet ne transige pas sur ce défi de la mixité et de l'égalité scolaire: "La situation est catastrophique." Mais au sein de son association qui organise des formations pour les enseignants depuis des années, elle met en garde.

Avant tout, explique-t-elle, cette mixité "doit se construire depuis la maternelle. Ensuite, il s'agit de revoir la formation initiale des enseignants. La mixité sociale, c'est aussi un défi pédagogique pour ceux-ci. Les profs doivent pouvoir faire en sorte que tous les enfants, quels qu'ils soient, puissent entrer dans les apprentissages".

L'école a ses codes implicites que tout le monde ne maîtrise pas. Les malentendus entre l'institution et les profs d'un côté,

les familles et les élèves de l'autre, peuvent rapidement survenir sans que l'on s'en rende compte. Et d'un malentendu peut naître une mise à l'écart, consciente ou inconsciente, qui débouche régulièrement sur le décrochage scolaire.

"D'un autre côté, admet Fred Mawet, je peux entendre les parents qui s'inquiètent de la vitesse des apprentissages qu'une telle mixité ne favoriserait pas. Mais cette remarque n'est recevable que si l'on considère l'enseignement comme une course d'obstacles qu'il faudrait franchir au plus vite. Le défi fondamental aujourd'hui, c'est que l'école puisse désormais embarquer tout le monde. Le nombre d'analphabètes fonctionnels qui sortent de nos écoles est catastrophique."

BdO